



Conseil économique et social

Distr. générale
30 octobre 2014
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2015

26 janvier-3 février et 13 février 2015

Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII	3
2. Fondation Ayande Roshan Nokhbegan	5
3. Azerbaijan Women and Development Center	7
4. Centre de ressources Badil pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens	8
5. Réseau des ONG du Bangladesh pour la radio et la communication	10
6. Université spirituelle internationale Brahma Kumaris	12
7. Brazilian Foundation of America	13
8. Buddhist Tzu Chi Foundation	15
9. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités	17
10. Réseau juridique canadien VIH/sida	19
11. Centre russe d'études politiques	21
12. Center for Public Health	23



13. Child Care Consortium	24
14. China International Council for the Promotion of Multinational Corporations	25
15. Société chinoise d'étude des droits de l'homme	27

1. Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII

Statut consultatif spécial accordé en 2006

Introduction

L'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII est une association internationale de droit pontifical présente dans 29 pays sur les 5 continents. L'Association a renforcé sa présence en Allemagne, en Argentine, au Burundi, en France, en Haïti et au Portugal.

Objectifs de l'organisation

L'Association a pour objectif d'aider ses membres à réaliser leurs valeurs chrétiennes en s'efforçant d'accomplir la volonté de Dieu tout au long de leur vie. Les membres sont en contact direct avec les pauvres et les démunis et s'engagent à lutter contre les causes profondes de la pauvreté et de l'exclusion, et à représenter les défavorisés par leurs actions. L'Association gère des centaines de maisons familiales et centres d'accueil pour les personnes marginalisées dans le monde entier. Elle gère aussi, entre autres, des coopératives et des centres de jour, des communautés thérapeutiques pour les toxicomanes et des centres pour les alcooliques. En outre, elle aide les personnes déplacées par les conflits et organise des activités de lutte contre la traite d'êtres humains.

Changements à signaler

Pendant la période concernée, les seuls changements survenus dans l'Association sont les suivants :

- a) Une augmentation du nombre de membres associés; ils sont désormais 1 827;
- b) Le renforcement de sa présence dans des pays comme l'Allemagne, l'Argentine, le Burundi, la France, Haïti et le Portugal. L'Association a mis un terme à sa présence sur le territoire du Kosovo.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période concernée, l'Association a présenté des déclarations écrites lors de nombreuses sessions du Conseil des droits de l'homme et a organisé ou coparrainé plusieurs manifestations en marge de ces sessions sur des thèmes tels que le droit à la santé pour les enfants séropositifs, la solidarité internationale et les droits de l'homme, le droit au développement et les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a également fait des déclarations orales lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, notamment dans le cadre de l'examen périodique universel de l'Albanie, du Chili, de la Roumanie et de la Zambie.

L'Association a également participé à des réunions du Forum social en 2011 et 2012 et elle est notamment intervenue en tant qu'expert pour relater son expérience dans le domaine du développement participatif en Zambie. Dans le cadre des journées de débat général organisées par le Comité des droits de l'enfant lors de ses cinquante-huit et cinquante-neuvième sessions, elle a respectivement présenté une déclaration écrite sur le thème des enfants de parents incarcérés et sur les droits de tous les enfants dans le contexte des migrations internationales. En juillet 2011,

l'Association a présenté au segment de haut niveau du Conseil économique et social une déclaration écrite sur le droit à l'éducation et les enfants les plus vulnérables.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Sud. Les principales actions ont été les suivantes :

Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

- Soutien matériel et financier fourni à 24 449 personnes et 402 familles vivant sous le seuil de la pauvreté au Kenya, en République Unie de Tanzanie et en Zambie
- Au cours de la période concernée, 1 367 familles (notamment des femmes) ont bénéficié d'un microfinancement pour démarrer des petites entreprises et sont devenues autonomes.
- Un total de 6 931 enfants sous-alimentés ont été traités et sauvés de la malnutrition dans des centres de nutrition.
- Pendant la période considérée, 28 348 enfants ont été nourris dans des écoles.
- 14 214 personnes ont été nourries grâce à l'initiative « Un repas par jour ».
- Environ 25 792 enfants et 1 779 adultes ont bénéficié d'une aide dans les écoles publiques et les écoles gérées par les collectivités.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies

- Prestation de soins médicaux de base à 57 246 adultes et enfants

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'Association a participé à de nombreux événements aux Nations Unies, comme des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil des droits de l'homme, des sessions de l'examen périodique universel, le segment de haut niveau et l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida en 2011, la séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2010, les réunions du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), du Comité sur les droits de l'enfant, du Forum social et du Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement, la journée de débat général du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, les réunions avec les organisations non gouvernementales organisées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Président du Conseil des droits de l'homme. En outre, l'Association a envoyé plusieurs contributions, y compris au HCDH dans le cadre d'une consultation sur une étude concernant le droit des enfants à la santé, au Comité des droits de l'enfant concernant l'observation générale n° 15 (2013) sur les droits de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible, au Rapporteur spécial sur les droits des migrants à l'occasion de sa visite en Grèce (du 25 novembre au 3 décembre 2012) et au Rapporteur spécial sur la traite d'êtres humains, en

particulier les femmes et les enfants à l'occasion de sa visite en Italie (du 12 au 20 septembre 2013).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2010, l'Association a régulièrement participé en tant qu'observateur aux réunions du Conseil de coordination du programme d'ONUSIDA. Elle a également envoyé une contribution écrite dans le cadre du projet de stratégie d'ONUSIDA pour la période 2011-2015.

Renseignements complémentaires

Dans le cadre de l'Opération Colombe, un contingent pacifiste de l'Association maintient sa présence dans les collines du sud d'Hébron en Cisjordanie. L'Association a participé au groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement. Au nom d'une coalition d'organisations non gouvernementales catholiques, elle a présenté trois contributions communes sur les critères et les sous-critères opérationnels pour la mise en œuvre du droit au développement. L'Association s'est engagée en faveur de l'intégration des droits de l'homme, notamment du droit au développement, dans le cadre de la contribution de la société civile au débat mondial pour le programme de développement de l'après-2015. Enfin, dans le cadre de ses activités de promotion et de défense des droits de l'homme et pour renforcer les capacités de ses membres, elle a organisé deux cours de formation en ligne en collaboration avec le Centre pour les droits de l'homme à Padoue, en Italie. Les cours portaient sur les droits de l'homme, le système onusien et les droits de l'enfant.

2. Fondation Ayande Roshan Nokhbegan

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

La Fondation Ayande Roshan Nokhbegan a été créée en 2000 dans la République islamique d'Iran. Elle apporte un soutien financier, moral et éducatif aux étudiants défavorisés qui poursuivent des études dans des établissements professionnels et techniques ainsi que dans les universités publiques du pays. Son principal objectif est de permettre aux étudiants d'acquérir des compétences et de devenir autonomes grâce aux programmes d'enseignement et de formation.

Objectifs de l'organisation

Le principal objectif de la Fondation est le renforcement des capacités grâce à l'octroi de bourses d'étude et la promotion de programmes de santé mentale. Les étudiants qui reçoivent l'appui de la Fondation sont rigoureusement sélectionnés au sein des classes sociales défavorisées. L'objectif de la Fondation est d'accompagner des citoyens compétents dont les activités et les réalisations sauront inspirer d'autres jeunes dans le pays.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été rapportée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Conformément à l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, la Fondation aide les jeunes à s'émanciper en leur permettant de suivre un enseignement au niveau secondaire et universitaire et de se préparer à la vie active. Beaucoup d'étudiants trouvent un emploi et certains ont créé une petite entreprise. Eu égard à l'objectif 3 du Millénaire pour le développement, la promotion de l'éducation chez les filles est un thème essentiel. Sur un total de 494 étudiants soutenus par la Fondation au cours des quatre dernières années, il y avait 329 filles, soit 67 % de l'effectif.

Concernant l'objectif 6 du Millénaire pour le développement, les étudiants suivent un cours d'éducation sexuelle qui les sensibilise notamment aux rapports sexuels protégés et à la prévention du VIH/sida. Eu égard à l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, la Fondation invite régulièrement des intervenants pour parler aux étudiants des responsabilités vis-à-vis de l'environnement. Les initiatives comprennent le tri des déchets et le transport des déchets recyclables jusqu'aux points désignés. Le reboisement et la collecte des déchets dans les montagnes sont aussi des activités couramment organisées. La Fondation a également fourni à ses étudiants un total de 100 ordinateurs, PC et portables, neufs et usagés. Une allocation en espèces leur a également été versée pour qu'ils puissent bénéficier d'une connexion à Internet.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le domaine du développement de l'entrepreneuriat, la Fondation a dispensé une formation technique et professionnelle, et a favorisé une culture entrepreneuriale. On encourage les étudiants à créer leur propre entreprise plutôt que d'opter pour des emplois dans le secteur public. Ces dernières années, 18 garçons et filles soutenus par la Fondation ont créé une petite entreprise dans des domaines tels que l'architecture, le découpage du verre, la réparation des téléphones portables, la réparation des appareils domestiques, la coiffure et la cosmétique. L'accent a également été mis sur la formation à la santé et la sécurité sur le lieu de travail. On conseille aux jeunes d'utiliser l'équipement de santé et de sécurité nécessaire au travail, par exemple un uniforme, des gants, un masque et des lunettes protectrices.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation travaille en relation avec l'Organisation Kousha, qui soutient les enfants travailleurs dans la République islamique d'Iran et coopère avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les enfants travailleurs bénéficient d'une formation et d'un soutien pédagogique dispensés par la Fondation et ses jeunes actifs.

3. Azerbaijan Women and Development Center

Statut consultatif spécial accordé en 1998

Introduction

Créé en 1994, l'Azerbaïdjan Women and Development Center est le premier centre scientifique et pragmatique consacré aux femmes en Azerbaïdjan. Il s'agit d'une organisation nationale dont le siège se trouve à Baku et qui dispose de plusieurs branches dans le pays.

Objectifs de l'organisation

Le centre organise des activités dans les domaines suivants : santé, environnement, planning familial et santé reproductive, éducation, violence à l'égard des femmes, égalité des sexes et autonomisation des femmes, développement durable et droits de l'homme. L'organisation élabore et met en œuvre des projets sociaux et des programmes pilotes sur la prévention du VIH/sida, l'allaitement, l'hygiène de vie, la violence familiale et la santé maternelle et infantile. L'autre objectif de l'organisation est d'organiser des études, de recueillir des données et de publier des rapports variés, ainsi que des répertoires, des manuels, des articles et des brochures. Pour atteindre ces objectifs, il y a 11 départements, 5 branches régionales et 2 organisations, l'Azerbaijan Child and Youth Peace Network et le Resource Center for Old People. Leurs activités visent à mettre en œuvre les décisions du Plan d'action de Madrid, notamment la promotion de la santé des enfants et des personnes âgées et la protection de leurs droits. En outre, l'organisation encourage l'engagement culturel et social ainsi que la solidarité intergénérationnelle.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a participé aux réunions suivantes :

2010. Treizième session du Conseil des droits de l'homme;

2012. Forum des organisations non gouvernementales et Conférence ministérielle sur le vieillissement de la Commission économique pour l'Europe, à Vienne, du 18 au 20 septembre;

2013. Cinquante-troisième session du Comité du programme et de la coordination, tenue à New York, du 3 au 28 juin, et atelier sur le renforcement des capacités pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale sur le vieillissement de la population, organisé par le Département des affaires économiques et sociales à Kiev, du 17 au 19 septembre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période concernée, l'organisation a contribué aux objectifs 3, 4, 5 et 6 du Millénaire pour le développement en Azerbaïdjan en fournissant à 68 000

femmes et leur famille des services d'éducation et de santé liés à la santé reproductive et au planning familial. L'organisation a également continué d'accorder une attention particulière à l'éducation aux droits de l'homme dont ont bénéficié 37 600 écoliers et 670 personnes âgées.

Contribution à des activités des Nations Unies

Un représentant de l'organisation a participé à la treizième session du Conseil des droits de l'homme et a parlé du rôle et des droits des minorités. Des représentants de l'organisation ont participé à l'élaboration du rapport spécial du Médiateur pour les droits de l'homme d'Azerbaïdjan intitulé « Rapport sur la protection et la promotion des droits des personnes âgées en Azerbaïdjan » dans le cadre du dixième anniversaire de l'application du Plan d'action de Madrid. Des représentants de l'organisation ont également participé à des consultations nationales thématiques sur la population et le développement organisées par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en Azerbaïdjan sur la santé reproductive pour le programme mondial de développement pour l'après-2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a mis en œuvre les projets suivants :

- En 2010, elle a participé à un projet sur la santé reproductive et le planning familial au niveau communautaire en collaboration avec FNUAP Azerbaïdjan. En 2011, elle a organisé des activités de sensibilisation dans le domaine de la santé reproductive et du planning familial au niveau communautaire en collaboration avec FNUAP Azerbaïdjan;
- En 2012 et 2013, elle a apporté un soutien au Bureau du Médiateur en collaboration avec UNICEF Azerbaïdjan et le Bureau du Médiateur.

4. Centre de ressources Badil pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens

Statut consultatif spécial accordé en 2006

Introduction

Le Centre de ressources Badil pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens est une organisation indépendante, à but non lucratif, qui s'efforce de défendre et de promouvoir les droits des réfugiés palestiniens et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Objectifs de l'organisation

Notre vision, nos missions, nos programmes et nos relations sont définis par notre identité palestinienne et par les principes du droit international, notamment du droit international relatif aux droits de l'homme. Sur cette base, nous nous efforçons de faire progresser les droits individuels et collectifs du peuple palestinien.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé de la treizième à la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme en présentant des déclarations écrites et orales et en organisant des manifestations parallèles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris les initiatives suivantes :

- Le 31 octobre 2013, elle a rencontré, à Genève, le Conseil International des Agences Bénévoles pour débattre des possibilités d'intervention commune avec les responsables afin d'améliorer la protection fournie aux réfugiés palestiniens fuyant la Syrie;
- Du 6 au 11 février 2001, à Dakar, exposé sur le droit à l'autodétermination lors du Forum social mondial;
- Du 26 au 31 mars 2013, à Tunis, elle a participé à un atelier sur le thème des « Réfugiés palestiniens et de leur droit au retour » au forum social mondial, à Tunis, du 26 au 31 mars 2013.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a apporté les contributions suivantes :

- Le 27 septembre 2011, présentation au Comité des droits de l'homme d'un rapport intermédiaire d'une ONG concernant l'application des recommandations formulées à l'issue de l'examen périodique universel d'Israël;
- Le 16 juillet 2012, elle a participé et a fait état des réunions préparatoires pour l'examen périodique universel de 2013;
- Du 21 octobre au 1^{er} novembre 2013 : dix-septième session de l'examen périodique universel et événement commun organisé en marge de la session le 30 octobre;
- Le 19 septembre 2012, réunion avec le Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), à New York, sur l'aide humanitaire et la responsabilité à l'égard des réfugiés;
- Le 28 janvier 2010, déclaration commune avec l'UNRWA intitulée « Humanitarian aid to subvert Palestinian refugee rights – not on our watch »;
- Engagement auprès du HCDH et du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (14 et 15 juin 2010 et 14 juillet 2012), à Amman;
- Engagement auprès du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (14 et 15 juin 2010 et 14 juillet 2012);
- Le 30 octobre 2013, réunions avec le Chef de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord du HCDH pour renforcer la collaboration, et avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur le

développement de l'échange de données relatives aux réfugiés palestiniens dans les États signataires de la Convention de Genève sur les réfugiés (1951);

- Note d'information fournie au Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur le droit à l'autodétermination du peuple palestinien face au régime israélien d'occupation, d'apartheid et de colonialisme, 10 mars 2011

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les entités suivantes du système des Nations Unies :

- Membre actif du groupe de travail du groupe de la protection et du groupe de travail sur les déplacements que dirige le Bureau de la coordination des affaires humanitaires depuis sa création. L'organisation a participé à toutes les réunions ordinaires et extraordinaires. L'organisation a participé à la Procédure d'appel global et a ainsi contribué à l'élaboration de la stratégie collective humanitaire et des droits de l'homme pour 2011-2012 dans les Territoires palestiniens occupés ainsi qu'au développement du cadre d'évaluation des besoins et au plan d'intervention;
- Réalisation d'une étude intitulée « Survey of Palestinian refugees and internally displaced persons 2010-2012 », volume VII;
- En 2010, mise à jour du guide intitulé « Protection of Palestinian refugees – closing the protection gap »;
- En 2011, application du droit pénal international dans le cadre du traitement infligé par Israël;
- En octobre 2012, présentation d'un document de synthèse intitulé « The recognition of Arab-Jewish refugees must not undermine the rights of Palestinian refugees ».

5. Réseau des ONG du Bangladesh pour la radio et la communication

Statut spécial accordé en 2010

Introduction

Le Réseau ONG du Bangladesh pour la radio et la communication représente le secteur des médias associatifs auprès du Gouvernement, de l'industrie, des organismes réglementaires, des médias et des partenaires du développement. Ses travaux ont une visée stratégique et l'organisation est activement engagée dans le secteur des médias associatifs qu'elle représente auprès du Gouvernement, de la Commission réglementaire des télécommunications du Bangladesh et d'autres organes stratégiques. Son champ d'action s'étend aux forums locaux, nationaux et internationaux afin de communiquer les connaissances pour le développement. La stratégie du réseau est de communiquer dans la sphère publique.

Objectifs de l'organisation

Le Réseau vise à fournir aux populations rurales un accès rapide et peu onéreux à la communication mondiale afin qu'elles puissent suivre l'actualité. Il

organise des activités, des études et des actions de plaidoyer importantes sur le plan stratégique pour que les populations isolées puissent disposer de moyens de communication faciles à gérer.

Changements à signaler

Actuellement, 14 stations de radio communautaires émettent sur les ondes nationales, garantissant l'autonomisation et le droit à l'information des communautés rurales. Ensemble, elles diffusent quotidiennement une heure et demie de programmation. Environ 1 000 femmes et jeunes travaillent comme diffuseurs ruraux à l'échelle nationale. La radio communautaire favorise le dialogue entre les élus locaux, le Gouvernement et les professionnels des ONG afin de promouvoir la bonne gouvernance. La radio communautaire joue également un rôle actif dans la réduction des risques de catastrophe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2011, un représentant du Réseau a participé à une réunion de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les initiatives prises par le Réseau répondent pour l'essentiel aux objectifs du Millénaire pour le développement. En utilisant efficacement les médias associatifs, ses activités contribuent notamment à la réalisation des objectifs de 4,6 millions de personnes.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis 2010, date à laquelle il a obtenu le statut consultatif spécial auprès des Nations unies, le Réseau s'efforce activement de contribuer à la réalisation des mandats des Nations Unies. Tous ses programmes et projets visent spécifiquement à soutenir le plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information et la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il a mis en œuvre des projets en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de développer le secteur des médias associatifs au Bangladesh, en plus de mettre en œuvre des projets de renforcement des capacités pour les médias communautaires.

Le Réseau célèbre tous les ans la Journée mondiale de la liberté de la presse et la Journée mondiale de la radio et organise différents événements, comme des séminaires, des débats radiodiffusés et des rassemblements en partenariat avec les stations de radio communautaires, les ministères publics et les organisations communautaires aux niveaux local et national.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Ces dernières années, le réseau a mis en œuvre avec succès les projets suivants :

- Émancipation des communautés : création et renforcement des capacités de la radio communautaire au Bangladesh, de septembre 2010 à décembre 2011, avec le soutien d'UNICEF Bangladesh;

- Financement à petite échelle pour une consultation avec des groupes d'auditeurs et la communauté, du 26 juin au 31 juillet 2012, avec le soutien d'UNICEF Bangladesh;
- Renforcement des capacités du personnel des radios communautaires au Bangladesh, d'avril 2010 à décembre 2010, avec le soutien de l'UNESCO;
- Amélioration des services de communication rurale pour le développement agricole par le biais de la radio communautaire rurale, de décembre 2010 à décembre 2011, avec le soutien de la FAO;
- Action phare des Nations Unies en faveur de la radio communautaire au Bangladesh, réalisée en novembre 2013, avec le soutien de l'UNESCO.

6. Université spirituelle internationale Brahma Kumaris

Statut général accordé en 1998

Introduction

Le siège de l'Université spirituelle internationale Brahma Kumaris se situe au mont Abu, dans le Rajasthan, en Inde. Fondée en 1936, l'organisation comprend un réseau mondial de centres dans 108 pays où elle enseigne les valeurs spirituelles et morales.

Objectifs de l'organisation

L'organisation s'efforce d'apporter une perspective spirituelle et morale sur les questions d'ordre individuel, collectif et global; de faciliter une prise de conscience accrue des droits et des responsabilités; de favoriser un développement durable axé sur l'être humain; et de soutenir le bien-être économique, social, environnemental et humain et de promouvoir l'égalité des sexes.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Sessions de la Commission de la condition de la femme à New York de 2010 à 2013 et présentation de déclarations écrites;
 - De la seizième à la dix-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Conférence de Bonn sur les changements climatiques en 2010 et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012, où elle a présenté une déclaration écrite et a participé à des manifestations et événements parallèles;
- Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la jeunesse, 25 et 26 juillet 2011, New York;
- Sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme à Genève, présentation de déclarations orales et participation à des manifestations parallèles;

- Segment de haut niveau et examen ministériel annuel du Conseil économique et social sur le thème « Promouvoir la productivité, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté », du 2 au 27 juillet 2012, à New York, et présentation d'une déclaration.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. Mise en œuvre d'un projet de recherche agricole communautaire axé sur les agriculteurs et basé sur l'agriculture yogique durable, visant à réduire la pauvreté et incorporant des techniques de méditation sollicitant l'esprit et le cœur pour améliorer les rendements agricoles, la valeur nutritionnelle et le bien-être familial.

Objectif 3. Au sein de Brahma Kumaris, les femmes occupent un rôle de premier plan en tant que mentors spirituels et administratrices. Des programmes gratuits d'acquisition de compétences indispensables dans la vie quotidienne sont proposés aux femmes des 108 pays et ciblent des thèmes tels que la confiance en soi, le renforcement des capacités, la communication et la prise de décisions ainsi que la guérison pour celles ayant subi des violences familiales.

Objectif 7. Promotion d'applications basées sur l'énergie solaire, y compris six grands systèmes de cuisson à la vapeur et de chauffage solaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune contribution signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les entités suivantes des Nations Unies :

- Avec l'Organisation mondiale de la Santé sur le Plan Mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020;
- Avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), sur le projet « India One », au mont Abu, en Inde, mise en œuvre d'un projet de recherche et de développement portant sur une centrale thermique solaire de 1 mégawatt dotée d'une capacité de stockage de 16 heures pour un fonctionnement continu. Ce projet était soutenu par les Gouvernements de l'Inde et de l'Allemagne, et les résultats ont été présentés à la Convention et au PNUE;
- Participation à des conférences et des exposés du Département de l'information.

7. Brazilian Foundation of America

Statut consultatif spécial accordé en 2006

Introduction

La Brazilian Foundation of America a été créée à New York et a deux objectifs principaux : procurer des avantages aux communautés brésiliennes des États-Unis d'Amérique et de l'étranger et aider d'autres organisations à but non lucratif aux

États-Unis, au Brésil et dans d'autres pays à mettre en œuvre des projets visant à protéger les enfants. L'organisation soutient d'autres activités caritatives en aidant financièrement des particuliers, des institutions et des organisations qui favorisent, encouragent, stimulent et promeuvent l'éducation, le sport et les activités artistiques et culturelles.

Objectifs de l'organisation

La fondation soutient des initiatives aux États-Unis, au Brésil et dans d'autres régions du monde où elle est invitée à contribuer. Tous ses programmes et projets contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle favorise les partenariats entre les ONG menant des activités dans le domaine de l'éducation, les établissements, le secteur privé et les particuliers. À leur tour, ces partenariats génèrent une masse financière suffisante pour réaliser des projets. Elle met en œuvre des programmes autosuffisants prenant la forme de coopératives ou d'associations et partage ces programmes avec d'autres organisations qui souhaitent les reproduire dans leurs localités.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux manifestations suivantes :

- Sixième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, 17 au 19 juillet 2013, à New York;
- Dix, onze et douzième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones, 2011, 2012 et 2013, à New York;
- Cinquante-cinq, cinquante-six et cinquante-septième sessions de la Commission sur la condition de la femme, 2011, 2012 et 2013, à New York;
- Quarante-neuf, cinquante et cinquante et unième sessions de la Commission pour le développement social, 2011, 2012 et 2013, à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation construit une école durable à Guarapi, dans l'État de Para, au Brésil, afin de promouvoir l'éducation et le développement durable. La première phase du projet est déjà terminée et la seconde vient de débiter.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation utilise les connaissances acquises dans toutes les réunions et les conférences des Nations Unies pour poursuivre ses missions et ses objectifs.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La fondation a été invitée à assister le Coprésident de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012.

8. Buddhist Tzu Chi Foundation

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

La Buddhist Tzu Chi Foundation, une ONG internationale, a fourni une aide humanitaire à 87 pays. Le concept fondamental des bénévoles de la fondation Tzu Chi est « l'altruisme » qui est bénéfique tant pour celui qui donne que pour celui qui reçoit l'aide. Lorsque les bénévoles contribuent à soulager la souffrance des autres, ils expérimentent la joie de donner, qui les amène en bout de ligne à changer de comportement. La fondation Tzu Chi s'efforce de supprimer les inégalités et d'atteindre l'harmonie dans la société, dans l'espoir que le monde puisse connaître la paix et se libérer des catastrophes.

Objectifs de l'organisation

À travers les missions caritatives, la médecine, l'éducation, la culture humanitaire, l'aide internationale, les dons de moelle osseuse, la protection environnementale et le bénévolat communautaire, la fondation Tzu Chi fournit des services humanitaires à tous, indépendamment de l'origine ethnique, de la nationalité ou de la religion.

Changements à signaler

Entre 2010 et 2013, la fondation Tzu Chi est venue en aide à 22 pays supplémentaires, mobilisant plus d'un million de bénévoles pour participer aux secours humanitaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2010 à 2013, des représentants ont participé aux réunions suivantes et ont présenté des expositions et organisé des manifestations parallèles au cours de ces dernières :

- Soixante-troisième et soixante-quatrième conférences annuelles du Département de l'information et des ONG, en 2010 et 2011;
- Cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept et cinquante-huitième sessions de la Commission sur la condition de la femme, 2011, 2012, 2013 et 2014, à New York;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 20 au 22 juin 2012;
- Dix-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 11 au 22 novembre 2013 à Varsovie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1

La fondation a fourni du riz et des biens à 400 000 personnes dans des villages touchés par la famine en République démocratique populaire de

Corée. Elle a distribué un total de 11 820 tonnes de riz en Afrique du Sud, en Haïti, en Indonésie, en Jordanie, au Lesotho, au Mozambique, aux Philippines, à Sri Lanka, au Swaziland et au Zimbabwe.

Objectif 2

Elle a construit 3 écoles en Indonésie, 2 en Chine, 1 au Guatemala et 3 en Haïti dans le cadre de ses projets d'aide.

Objectif 3

Elle a permis à plus de 7 000 Sud-Africaines tributaires de l'aide de devenir autonomes grâce aux cours de formation et aux programmes de bénévolat communautaire Tzu Chi.

Objectifs 4 et 5

En Afrique du Sud, elle a fourni des soins et une aide à plus de 1 200 patients atteints du sida et a servi des repas chauds quotidiennement à 5 000 orphelins.

Objectif 6

Elle a fourni des services médicaux à plus de 1,5 million de patients dans 34 pays.

Objectif 7

Elle a plaidé en faveur de la coexistence avec la Terre et la réduction de l'empreinte carbone.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué comme suit :

- En 2010, après le séisme en Haïti, la Fondation a mis en œuvre un programme alimentaire, encourageant les survivants à reconstruire leurs communautés. Des bénévoles ont également mis sur pied des cliniques gratuites, distribué du matériel de secours et construit des abris temporaires;
- En 2011, après le tsunami dans le nord-est du Japon, des bénévoles de la fondation Tzu Chi sont entrés dans la zone dévastée pour fournir une aide matérielle, y compris une aide financière, à plus de 90 000 foyers;
- En 2012, après l'ouragan Sandy aux États-Unis, des bénévoles de la fondation Tzu Chi ont fourni des biens et une aide financière à plus de 25 000 foyers à New York et dans le New Jersey;
- En 2013, après le typhon Yolanda (Haiyan) aux Philippines, la fondation Tzu Chi a rapidement lancé un programme d'aide financière, incitant plus de 300 000 personnes dans les localités de Tacloban et d'Ormoc à nettoyer leur communauté. La fondation Tzu Chi a également mis sur pied des écoles temporaires et des salles de classe en préfabriqué et elle a distribué des repas chauds aux survivants.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2007, en partenariat avec le HCR, la fondation Tzu Chi met en œuvre un programme d'éducation continue pour les enfants des réfugiés en Malaisie.

9. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Statut spécial accordé en 1998

Introduction

La Fédération canadienne des femmes diplômées des universités est une organisation non partisane, bénévole et autofinancée qui compte plus de 8 000 membres dans plus de 100 clubs au Canada. Depuis sa création, en 1919, la Fédération s'efforce d'améliorer la condition féminine et de promouvoir les droits humains, l'éducation publique, la justice sociale et la paix. Elle gère également tous les ans près de un million de dollars en bourses d'étude et prix destinés à aider les femmes à poursuivre leur éducation postsecondaire. C'est le membre le plus important de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités.

Objectifs de l'organisation

Les objectifs de la Fédération sont les suivants :

- a) Promouvoir des normes élevées en matière d'éducation publique au Canada et favoriser les études supérieures et la recherche de pointe chez les femmes ainsi qu'un solide concept de formation continue;
- b) Promouvoir la condition des femmes, les droits humains et le bien commun à l'échelle locale, nationale et internationale;
- c) Promouvoir la coopération, la mise en réseau, l'appui et la compréhension entre les femmes;
- d) Encourager et permettre aux femmes d'appliquer leurs connaissances et leurs compétences dans les domaines du leadership et de la prise de décisions dans tous les aspects de la vie politique, sociale, culturelle, éducative et scientifique.

Changements à signaler

En 2012, la Fédération a adopté de nouveaux statuts et règlements conformément à la loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (S.C. 2009, c.23) qui régit l'organisation, sa gestion et ses opérations.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la Fédération ont participé aux cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme en 2010, 2011, 2012 et 2013, à New York. Les représentants ont organisé des manifestations parallèles lors des cinquante-six et cinquante-septième sessions, notamment sur le thème « Gendering the United Nations Convention Against Torture »; et « Women's right to freedom from the violence of prostitution and to universal primary education by 2020: in peril for Afghan girls ». À la cinquante-sixième session de la Commission, la Fédération a

également présenté une déclaration écrite et une déclaration orale pendant le débat général.

La Fédération a présenté un rapport alternatif dans le cadre du second examen périodique universel du Canada et des représentants ont participé à une réunion du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, le 26 avril 2013, à Genève.

La Fédération a également présenté un rapport alternatif pour le sixième rapport périodique du Canada sur la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et a participé à la quarante-huitième session du Comité contre la torture, les 21 et 22 mai 2012, à Genève.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de la Fédération soutiennent l'ensemble du programme de développement par le biais d'activités de sensibilisation et d'information. La Fédération s'est associée à CARE Canada pour lever des fonds afin de mener des initiatives dans le domaine de la santé maternelle.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération surveille la mise en œuvre par le Canada de plusieurs conventions, résolutions et accords des Nations Unies, notamment la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, le Programme d'action de Beijing et le Programme d'action approuvé par la Conférence internationale sur la population et le développement. Lorsque les conventions, les résolutions et les accords ne sont pas pleinement mis en œuvre par le Canada, la Fédération fait pression pour que le Gouvernement prenne des mesures supplémentaires.

Pendant la période concernée, la Fédération a continué de participer activement à la Commission sectorielle sur l'éducation de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Tous les ans, la Fédération organise des activités de sensibilisation et célèbre les journées internationales désignées par les Nations Unies, à savoir la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale de la femme, la Journée internationale de la fille, la Journée internationale des personnes âgées et la Journée internationale des personnes handicapées.

Parmi les autres domaines dans lesquels la Fédération a œuvré pendant la période à l'étude, il faut citer l'accès à l'éducation, le travail non rémunéré, la violence à l'encontre des femmes et des filles, la traite d'êtres humains, la sécurité économique et la pauvreté des femmes, le logement et l'itinérance, l'équité salariale, l'alphabétisation financière, les statistiques ventilées par sexe, le contrôle des armes, les droits des femmes et des filles en Afghanistan, les droits des personnes souffrant de handicap, l'accès aux médicaments, le développement durable et les changements climatiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération signalée.

10. Réseau juridique canadien VIH/sida

Statut spécial accordé en 2002

Introduction

Le réseau juridique canadien VIH/sida est un organisme de bienfaisance enregistré, à but non lucratif, qui défend et promeut la santé et les droits humains des personnes atteintes du VIH et des communautés particulièrement affectées par le VIH, au Canada et à l'étranger (y compris en Eurasie et en Afrique subsaharienne), en collaboration avec un large éventail de partenaires.

Objectifs de l'organisation

Le réseau fait valoir les droits humains des personnes vivant avec le VIH et le sida, au Canada et dans le monde, à l'aide de recherches et d'analyses, de plaidoyers et d'actions en contentieux, d'éducation du public et de mobilisation communautaire. Sa vision est celle d'un monde dans lequel les droits humains et la dignité des personnes vivant avec le VIH/sida et affectées autrement sont respectés et réalisés et où les lois et politiques favorisent les efforts de prévention du VIH ainsi que les soins, les traitements et le soutien de ces personnes.

Changements à signaler

En 2012, dans le cadre de la stratégie fédérale sur le sida, le Canada a réduit de deux tiers les fonds alloués à l'organisation, ce qui a eu un impact considérable sur l'ensemble du budget, du personnel et de la capacité de travail de cette dernière et l'a conduite à suspendre ses ressources multilingues internationales sur le VIH et les droits humains. En 2014, dans le cadre de la nouvelle loi fédérale sur les organisations à but non lucratif, l'organisation s'est vue remettre un certificat de prorogation reconnaissant son statut juridique et elle a également adopté une nouvelle série de règlements conformes à la nouvelle loi. En 2014, l'organisation a signé un mémorandum d'accord avec la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH/sida afin de coopérer et de travailler sur un programme commun de défense et de promotion des droits des femmes vivant avec le VIH/sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le réseau a participé aux réunions suivantes :

- Présentation de nombreuses déclarations écrites et orales à plusieurs réunions des Nations Unies, y compris à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars 2010 à New York, et aux quatorzième, seizième et dix-neuvième sessions du Conseil des droits de l'homme en 2010, 2011 et 2012. Il a également participé à la septième session du Comité consultatif des droits de l'homme, du 8 au 12 août 2011;
- Présentation de rapports au Groupe de travail sur l'examen périodique universel concernant l'Arménie, le Canada, la Fédération de Russie, la

Géorgie, le Kazakhstan, le Malawi, la République-Unie de Tanzanie, la Thaïlande et l'Ukraine;

- Présentation d'un rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels concernant le Kazakhstan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan;
- Présentation d'un rapport au Comité contre la torture concernant la Fédération de Russie;
- Participation à la cinquante-quatrième session de la Commission des stupéfiants et aux manifestations organisées en parallèle, en 2011, à Vienne.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le réseau a pris les initiatives suivantes :

- Contribution aux travaux du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria afin que ce dernier incorpore les droits humains dans son nouveau plan stratégique et ses opérations : a) publication de rapports de recherche et b) participation au Forum de partenariat 2011;
- Sensibilisation du public au VIH et aux droits humains par le biais, entre autres : a) de symposiums nationaux annuels sur le sujet; b) d'activités annuelles organisées dans le cadre de la journée mondiale sur le sida; c) d'activités organisées lors des conférences semestrielles sur le sida; et d) d'une mobilisation continue auprès des responsables politiques et dans les médias.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période concernée, le Réseau a publié plusieurs rapports de recherche sur des questions des droits de l'homme liées au VIH, notamment la non-discrimination, la torture, la liberté d'expression, l'accès à l'information, le droit à la santé, le droit à bénéficier des progrès scientifiques et le droit à la vie privée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le réseau a coopéré avec les Nations Unies comme suit :

- Collaboration avec le Bureau régional d'Asie centrale de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour finaliser et lancer un rapport commun sur six pays concernant les réformes législatives et politiques pour renforcer les mesures de la lutte contre le VIH en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan;
- Informations soumises en réponse à un questionnaire du HCDH sur le VIH et les droits humains;
- Apport d'une expertise technique au programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à la Commission mondiale sur le VIH et le droit en préparation du rapport de la Commission en 2012 et présentation spécifique concernant le Canada via l'un des débats régionaux organisés par la Commission. Apport d'une expertise également lors d'une réunion tenue par le PNUD en 2013 sur le suivi des recommandations de la Commission concernant l'accès au traitement;

- Recherche et préparation, puis coédition avec ONUSIDA, en 2013, du premier manuel international à l'intention des juges sur le VIH, les droits humains et la loi, commandé par ONUSIDA;
- Observations et appels présentés conjointement aux rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme concernant des préoccupations en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre;
- Participation à des consultations internationales effectuées auprès d'experts et organisées par le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants concernant a) la torture dans le contexte des soins de santé et b) la révision de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus;
- Signature d'un accord avec ONUSIDA pour assumer, à compter de décembre 2013, le rôle de secrétariat pour le Groupe de référence d'ONUSIDA sur le VIH et les droits de l'homme.

11. Centre russe d'études politiques

Statut spécial accordé en 2010

Introduction

Le Centre russe d'études politiques est une ONG indépendante qui organise des activités de recherche, de sensibilisation et d'éducation dans le domaine de la sécurité et du développement. Le centre réunit quelque 80 experts de plus de 20 pays des principales régions du monde.

Objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

- Contribuer au renforcement de la sécurité internationale, au régime de non-prolifération, à la coopération internationale dans les domaines du nucléaire, de l'information et autres;
- Éduquer et former une nouvelle génération d'experts en sécurité et développement international;
- Diffuser de l'information sur la sécurité douce et la sécurité forte afin de garantir les conditions favorables au développement et à l'utilisation pacifiques de l'énergie nucléaire, des cybertechnologies et autres technologies nouvelles.

Changements à signaler

En 2011, le centre a lancé un nouveau programme majeur sur le thème « Sécurité de l'information au niveau international et la gouvernance mondiale de l'Internet ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du 3 au 28 mai 2010, le centre a participé à la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, à

New York. Le centre a lancé un livre blanc intitulé « NPT-2010: strengthening the regime ».

Du 30 avril au 11 mai 2012 et du 22 avril au 3 mai 2013, le Centre a participé aux première et deuxième sessions du Comité préparatoire pour la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité de non-prolifération des armes nucléaires en 2015, à Vienne, Genève et New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À partir de 2011, le Centre a organisé des activités correspondant à l'objectif 8 du Millénaire pour le développement concernant l'accès aux nouvelles technologies dans le cadre de son programme « Sécurité de l'information au niveau international et gouvernance mondiale ». Le 10 décembre 2013, en coopération avec le Centre de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Centre a organisé, à l'Université MGIMO, à Moscou, un séminaire international intitulé « Russia-ASEAN common agenda in cyberspace: tackling global threats, strengthening cybersecurity, developing cooperation ». En juillet 2012 et 2013, des cybermodules ainsi que des conférences et des séminaires sur la cybersécurité, la gouvernance d'Internet et le rôle des technologies de l'information et de la communication pour le développement mondial, ont été organisés dans le cadre des cours d'été internationaux sur la sécurité mondiale proposés par le Centre.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre encourage l'éducation en matière de non-prolifération, de désarmement et d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en Russie et dans la Communauté d'États indépendants. Il favorise l'éducation et la formation conformément à la recommandation figurant dans la Mesure 22 du rapport de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité de non-prolifération des armes nucléaires en 2010 (voir NPT/CONF.2010/50, vol. I) dans laquelle les États sont encouragés à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies (A/57/124) sur l'étude de l'Organisation consacrée à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Ces activités ont été mises en œuvre en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement, l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organisations. En outre, 90 jeunes experts ont participé aux principaux projets de formation du Centre (université d'été et stages) et plus de 300 étudiants ont assisté à des cours organisés par le Centre pendant la période considérée.

Le Centre travaille avec le facilitateur de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive et apporte une aide sur le plan de la recherche et de l'organisation afin de soutenir les activités du facilitateur.

Le Centre développe des activités en matière de recherche et d'éducation sur la gouvernance mondiale d'Internet et les cybertechnologies en vue de créer les conditions juridiques, politiques et économiques favorables à une utilisation sûre et efficace de ces dernières à l'échelle internationale. Le 30 mai 2013, le Centre a organisé un séminaire international intitulé « Internet governance after the World Conference on International Telecommunications 2012: mapping key global trends and assessing Russia's national interests ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 25 avril 2013, avec le soutien de la Bibliothèque des Nations Unies à Genève, le Centre a organisé une présentation de son rapport intitulé « Ten steps towards a weapons of mass destruction-free zone in the Middle East ».

12. Centre for Public Health

Statut spécial accordé en 2010

Introduction

Les objectifs du Centre for Public Health sont de sensibiliser et d'informer le public à propos du VIH/sida; d'accueillir les victimes du VIH/sida dans un endroit où elles peuvent recevoir des soins et un soutien; d'aider les personnes atteintes du VIH/sida en leur procurant des médicaments antirétroviraux, de la nourriture et un soutien aux personnes qui sont à leur charge; d'organiser des ateliers, des séminaires et des symposiums sur l'éducation en matière de santé; de créer des clubs sur le sida, la santé et la malaria au sein des écoles; d'informer les gens sur les soins d'urgence fondamentaux destinés aux victimes de catastrophes naturelles; de former des groupes de soutien pour plusieurs maladies; de renforcer l'immunité contre les maladies infantiles évitables; de réduire le taux de mortalité dû aux maladies infectieuses au Nigéria; et de s'attaquer au fléau du cancer au Nigéria en sensibilisant le public à cette maladie.

Objectifs de l'organisation

Le centre s'efforce d'aider les victimes de la torture; de créer des écoles pour les enfants abandonnés/les enfants des rues et les groupes vulnérables; de créer des stations de radio et de télévision, des magazines et des journaux pour appuyer le programme de sensibilisation; et de créer des établissements pour la formation et la reconversion des travailleurs de la santé.

Changements à signaler

Le centre a ouvert une succursale à New York et va prochainement en ouvrir une en Suède.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- 2011. Soixante-quatrième conférence annuelle du Département de l'information et des ONG sur le thème « Sociétés durables, citoyens réactifs », le 3 septembre 2011, à Bonn, en Allemagne;
- Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, le 24 septembre 2012, à New York;
- Cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, du 12 au 14 septembre 2012, à New York;
- 2013. Réunion d'information pour les grands groupes et autres parties prenantes (22 septembre 2013) et réunion de haut niveau de l'Assemblée

générale sur le handicap et le développement (23 septembre 2013), à New York;

- Manifestation parallèle sur les villes durables (23 septembre 2013) et réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées (23 septembre 2013), à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris les initiatives suivantes :

- Traitement subventionné pour les mères et les enfants afin d'améliorer la santé maternelle et infantile dans les États d'Abia et d'Imo, au Nigéria;
- Création de l'école Treasure International dans le sud-est du Nigéria afin de contribuer à l'instauration de l'éducation primaire pour les enfants défavorisés;
- Création d'une campagne de sensibilisation via des programmes radiophoniques et télévisés ainsi que des séminaires sur les maladies infectieuses, la malaria, la tuberculose et le VIH/sida;
- Distribution de 10 000 circulaires sur l'importance du don de sang bénévole et aide aux victimes d'accidents et aux femmes enceintes ayant besoin de sang.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux des Nations Unies de la façon suivante :

2013. Campagne de sensibilisation à la catastrophe imminente des maladies non transmissibles telles que l'hypertension et le diabète au siège du gouvernement local du sud à Umuahia, dans l'État d'Abia, du 20 au 22 mai 2013. Formation de 400 mères dans la zone du gouvernement local de Njaba, dans l'État d'Imo, sur l'importance d'un régime alimentaire équilibré pour les enfants;

2011. Célébration de la Journée mondiale de la santé via un programme radiophonique ouvert aux auditeurs à la radio de la BCA (Abia State broadcasting corporation). Formation de 100 leaders communautaires dans la zone du gouvernement local d'Agulu Aniocha, dans l'État d'Anambra, au Nigéria, sur l'importance de l'égalité des genres.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération signalée.

13. Child Care Consortium

Statut spécial accordé en 2006

Introduction

Basé à Chennai, en Inde, le Childcare Consortium œuvre en faveur de la paix.

Objectifs de l'organisation

Son objectif est de faire évoluer la réflexion humaine sur l'amour, la paix et la justice autour du monde pour une transformation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le 8 février 2013, le Consortium a présenté une déclaration lors de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social sur les défis existants et nouveaux pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 et pour conserver les acquis du développement à l'avenir.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux des Nations Unies de la façon suivante :

- Présentation d'une déclaration lors de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, en juillet 2012, à New York;
- Présentation d'une déclaration écrite à la session de fond de 2013 du Conseil économique et social, en juillet 2013, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération signalée.

14. China International Council for the Promotion of Multinational Corporations**Statut spécial accordé en 2006****Introduction**

Le China International Council for the Promotion of Multinational Corporations œuvre pour les entreprises multinationales. Il est bien connu dans le monde entier pour avoir organisé avec succès la Conférence de la Déclaration pour le développement de l'économie mondiale et pour avoir publié la Déclaration pour le développement de l'économie mondiale, un instrument unique au monde. L'organisation travaille non seulement en Chine mais également dans d'autres pays où il y a des entreprises concernées.

Objectifs de l'organisation

L'organisation vise à promouvoir la croissance et le développement des entreprises multinationales et à faciliter les échanges et la coopération entre les sociétés chinoises et étrangères. Bénéficiant d'un soutien gouvernemental,

l'organisation a pour principaux clients des multinationales. Elle a organisé plus de 10 conférences de grande envergure en collaboration avec les commissions et les ministres chinois concernés, des organisations internationales et des chambres de commerce, telles que la Conférence de la Déclaration pour le développement économique, une conférence internationale de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, une conférence sur les négociations économiques et commerciales des grandes entreprises sino-américaines, un discours sur la situation économique de la Chine et des tables rondes pour les dirigeants des multinationales. L'organisation a également construit une plateforme de coopération et d'échange pour les organisations internationales compétentes, les entreprises multinationales et les gouvernements d'autres pays. Parallèlement, elle a aidé des multinationales en jouant le rôle de médiateur et en réglant de nombreux différends. En outre, elle a présenté d'importantes propositions au Gouvernement chinois.

Changements à signaler

À mesure que les activités de l'organisation ont changé, passant de la recherche à la prestation de services pour les entreprises, le 8 décembre 2009, l'organisation a changé de nom pour devenir le China International Council for the Promotion of Multinational Corporations, avec l'accord du Ministère du commerce, du Ministère des affaires civiles et du Conseil d'État de la République populaire de Chine.

Après avoir changé de nom, l'organisation a redéfini ses champs d'activité comme suit :

- a) Encourager, soutenir et promouvoir le développement des multinationales chinoises et faciliter la croissance saine des entreprises chinoises sur les marchés étrangers;
- b) Promouvoir le développement sain des multinationales étrangères en Chine et les échanges et la coopération entre les multinationales chinoises et étrangères et les grandes entreprises;
- c) Organiser des conférences et des expositions internationales à la demande du Gouvernement ou selon les besoins du marché et de l'industrie; mettre sur pied des plateformes interactives pour les multinationales chinoises et étrangères; organiser des échanges internationaux et des activités de promotion et fournir des services consultatifs constructifs pour les multinationales chinoises et étrangères;
- d) Fournir des services juridiques aux multinationales chinoises et étrangères en matière de science et de technologie, ainsi que des services d'information en réseau et diverses formations professionnelles; éditer et publier des journaux, des périodiques et des livres pertinents conformément à la réglementation en vigueur.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial et célébrations du dixième anniversaire du Pacte mondial, les 24 et 25 juin 2010, à New York;
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, le 11 mai 2011, à New York.

Elle a organisé les quatrième, cinquième et sixième tables rondes pour les dirigeants des multinationales, qui étaient coparrainées par le PNUD, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le PNUE et le Bureau du Pacte mondial, en 2010, 2012 et 2013, à Beijing, sur le thème « Promote multinational corporations' investment, strengthen corporate social responsibility and facilitate sustainability development ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 8 : partenariat mondial, l'organisation a organisé avec succès six tables rondes pour les dirigeants des entreprises multinationales en collaboration avec les entités et les organismes onusiens cités plus haut.

Contribution à des activités des Nations Unies

Avec le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUE et le Bureau du Pacte mondial, l'organisation a organisé avec succès six tables rondes pour les dirigeants des entreprises multinationales.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Tel que décrit ci-dessous, l'organisation a noué une coopération fructueuse avec le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUE et le Bureau du Pacte mondial.

Dirigé par la China Association of Enterprises et la China National Petroleum Corporation, le réseau chinois du Pacte mondial a été officiellement créé le 28 novembre 2011 et l'organisation a été invitée à devenir membre du Présidium. En se basant sur les conventions internationales et en collaboration avec d'autres membres, l'organisation a lancé 10 principes liés aux droits de l'homme, au travail, à la protection environnementale et à la corruption. L'organisation s'est engagée à faciliter le développement sain des entreprises et à bâtir une économie mondiale inclusive et durable.

15. Société chinoise d'étude des droits de l'homme

Statut spécial accordé en 1998

Introduction

Fondée en janvier 1993, la Société chinoise d'étude des droits de l'homme est la plus grande ONG nationale se consacrant à l'étude des droits de l'homme en Chine, où elle travaille principalement.

Objectifs de l'organisation

Parmi les activités et tâches de la Société, il faut citer l'étude des théories, de l'histoire et de la situation des droits de l'homme en Chine et à l'étranger; l'engagement dans la coopération et les échanges internationaux pertinents et la sensibilisation. La Société a organisé une série de séminaires universitaires et d'études monographiques, et a publié plusieurs ouvrages universitaires sur des thèmes liés aux droits de l'homme, tels que l'almanach des droits de l'homme en Chine, 30 années d'ouverture et de développement des droits de l'homme en Chine,

le développement, la sécurité et les droits de l'homme, le Livre bleu des droits de l'homme, et ainsi de suite. L'organisation a organisé des cours de formation aux droits de l'homme pour les fonctionnaires à tous les niveaux afin de diffuser des connaissances fondamentales en matière de droits de l'homme. En 1998, elle a créé le China Human Rights Net et elle publie le magazine bimensuel *Human Rights* en chinois et en anglais. Elle publie régulièrement le rapport de recherche « China's human rights in action » et le « Yearbook of China's human rights ».

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- 2010. La Société a participé à la treizième session du Conseil des droits de l'homme, du 13 au 20 mars, à Genève;
- 2012. La Société a participé à la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, du 27 février au 23 mars, à Genève et a présenté une déclaration écrite au HCDH;
- 2013. La Société a participé à la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme et a activement participé à des manifestations parallèles pour présenter les progrès et l'évolution de la protection et de la promotion des droits de l'homme en Chine, du 25 février au 22 mars 2013, à Genève;
- La Société a participé au second cycle de l'examen périodique universel de la Chine et a présenté un rapport alternatif d'une ONG sur la Chine. Pendant la période concernée, elle a également organisé un séminaire, à Genève, intitulé « Human rights in China: an integrated approach ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Chine. Les principales activités entreprises ciblaient les objectifs 7 et 8.

Une autre initiative, intitulée « Global proposal for the elimination of the discrimination and prejudice against leprosy patients and recovery patients » a été proposée par la société lors d'un symposium international à l'Université de Beijing.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé activement à des conférences et des forums des Nations Unies, y compris à des sessions du Conseil des droits de l'homme et des organes conventionnels, tels que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Société a participé à des sessions des organes conventionnels des droits de l'homme, tels que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant.

Renseignements complémentaires

En tant que principal organisme universitaire et plus grande ONG œuvrant dans le domaine des droits de l'homme en Chine, la société a joué un rôle consultatif dans l'élaboration et l'évaluation du plan d'action national relatif aux droits de l'homme en Chine (2012-2015).
